

## **Entre technocratie et radicalité. L'effacement de la figure de l'intellectuel en politique**

**Laurent Bouvet\***

Depuis une vingtaine d'années, la figure de l'intellectuel engagé s'est estompée ou du moins profondément transformée. Le désengagement des intellectuels a été très net vis-à-vis des partis politiques, notamment à gauche où le modèle de l'intellectuel en politique faisait partie du paysage habituel. On peut donner quelques clés de ce phénomène en observant la transformation du lien entre les intellectuels et le Parti socialiste. L'articulation des fonctions d'expertise, de critique sociale et d'élaboration politique évolue profondément dans les années 1980.

La question du rapport de l'intellectuel au politique est ancienne : il suffit de songer à la figure de l'intellectuel organique repérée par Antonio Gramsci. Mais elle a été profondément renouvelée ces dernières années, dans la mesure où les formes et fonctions partisans ont elles-mêmes évolué.

### **L'expert de programme contre l'intellectuel de projet**

Qu'est-ce qu'un intellectuel ? Un universitaire, scientifique, haut fonctionnaire, journaliste, écrivain, artiste... qui intervient dans le débat public sur des sujets qui ne relèvent pas nécessairement de sa spécialité mais dont le travail accompli et reconnu dans celle-ci éclaire de manière originale certains aspects de ce débat. L'intellectuel dispose au sein de l'espace public d'un pouvoir d'influence et d'une fonction de généralisation, exercés le plus souvent par l'intermédiaire de l'écrit, qui lui donnent son caractère propre, irréductible à tout autre. On a ainsi pu construire socialement la figure de l'intellectuel engagé, formant une chaîne historique dont Emile Zola et Jean-Paul Sartre se trouvent chacun à un bout. Les années 1980 semblent marquer la fin de cette figure sous sa forme traditionnelle ; tout en perpétuant ses images et ses mythologies, elles voient une reconfiguration profonde des liens entre expertise, critique sociale et élaboration politique.

On partira d'un événement passé quasiment inaperçu des observateurs extérieurs, et aujourd'hui totalement oublié, qui s'est déroulé au tout début des années 1990, et dont l'influence sur la relation entre intellectuels et politique, au sein de la gauche socialiste et sociale-démocrate française, a été considérable : le Congrès socialiste dit de l'Arche de la Défense qui a eu lieu en décembre 1991.

Au début des années 1990, le premier réflexe des ordonnateurs du renouvellement programmatique du Parti socialiste, échaudés par le spectacle du Congrès de Rennes au printemps 1990, a été de tenter de rassembler dans un vaste texte tout ce que la France, et en partie l'étranger, comptait de réflexions sur la société. De nombreuses auditions ont alors eu lieu, sous la direction de Michel Charzat qui était en charge de la coordination du texte. Il s'agissait pour les intellectuels interrogés de répondre, à partir de leurs travaux, aux questions nouvelles suscitées par les bouleversements de l'ordre du monde : chute du Mur de Berlin, Guerre du Golfe, disparition de l'Union soviétique... Des nombreuses auditions organisées, et après « révision » par le Parti, naquit un « nouvel horizon », en fait un « projet socialiste pour la France » adopté par le Congrès de L'Arche. Thomas Ferenczi le résuma à l'époque dans *Le Monde* à ce qui apparaissait comme le plus saillant, mais aussi, déjà, comme le plus caricatural : la recomposition de la doctrine du socialisme français autour d'une nouvelle

trinité intellectuelle composée de John Rawls, Jürgen Habermas et Edgar Morin ! Cette forme de fuite en avant intellectuelle, en partie d'ailleurs novatrice et audacieuse, même réduite à une doxa prête à l'emploi après le « travail » politique opéré par les instances du Parti sur le premier rapport des auditions, n'eut aucune suite. Les déboires électoraux des années 1992-1993 allaient en effet renvoyer pour longtemps l'idée même d'une réflexion d'ensemble sur le projet politique du socialisme dans les (vastes) poubelles de l'Histoire.

On s'est beaucoup contenté depuis de programmes électoraux élaborés non plus à l'aide de collaborations intellectuelles extérieures au parti mais par des « experts », essentiellement économiques, proches du parti, le plus souvent membres de cabinets ministériels ou de la haute administration – notamment des Finances (21). La figure dominatrice de l'énarque – paradigmatique désormais du haut fonctionnaire décisionnaire – a ainsi pu pénétrer dans un des rares lieux de pouvoir où elle n'avait pas encore acquis un monopole de fait, celui de l'élaboration conceptuelle en politique. Le processus avait bien évidemment été entamé, à gauche, dans les années 1980, non tant parce que les intellectuels ne croyaient plus en la gauche – même après 1983, ils étaient encore nombreux à la suivre électoralement si ce n'est sur le plan doctrinal – que parce que le mauvais exemple était donné d'en haut. Les années 1990 ont simplement marqué de ce point de vue l'arrivée à « maturité » politique d'une génération d'énarques formés dans les cabinets socialistes des années 1980 et qui n'ont su que reproduire en l'intensifiant et en le diffusant le modèle qui leur avait si bien réussi.

La rupture fondamentale a certainement eu lieu plus en amont, au cœur des années 1980, pendant le premier mandat de François Mitterrand. Celui-ci a en effet valorisé ce que l'on appellera une vision « balzacienne » de la politique, éloignée à la fois de la figure de l'intellectuel engagé en politique et de celle du chercheur en sciences humaines ou sociales. François Mitterrand n'aimait pas beaucoup les intellectuels, il avait certes des amis intellectuels, mais il n'aimait pas le genre. Et surtout pas, si l'on peut dire, le mauvais genre des sciences sociales. Sa compréhension tant des rapports sociaux que des affaires humaines dépendait d'une élaboration qui ne devait rien à la connaissance sociale apportée par les sciences du même nom. L'économie, la sociologie, la science politique, l'anthropologie et même la philosophie lui étaient largement étrangères. Juriste de formation puisqu'il fréquenta la faculté de droit et fut même avocat, il n'a jamais non plus particulièrement aimé le droit. De même s'il semblait apprécier l'histoire, en livra-t-il bien souvent des versions purement instrumentales. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, était-il plus proche de la qualification triviale que l'on attribue habituellement au machiavélisme en politique : « la fin justifie les moyens » plutôt que d'une véritable compréhension machiavélienne de la politique : l'impératif de la préservation du bien commun et de la liberté de la Cité. Bref, son ambition intellectuelle, réelle, n'était pas tant de mettre en œuvre un projet de réforme construit et organisé à partir d'une connaissance sans cesse renouvelée et affinée de la société française, mais plutôt de voir venir, de « laisser le temps au temps » selon une de ses formules favorites et de gouverner à l'instinct en s'adaptant aux nécessités du temps enfin venu.

### **L'intellectuel en politique entre l'énarque de cabinet et l' élu de terrain**

Cette appréciation rapide mériterait bien évidemment d'être étayée. Elle n'a de sens ici qu'en guise d'introduction à la tournure technocratique qu'ont pris les débats programmatiques chez les socialistes français. On avancera en effet que l'un des effets principaux de l'incompréhension et du désintérêt mitterrandiens pour les sciences sociales au sens large fût de voir confier aux experts techniciens, essentiellement issus de l'École nationale d'administration (ENA), non seulement des postes stratégiques dans l'appareil partisan et

dans les cabinets ministériels, mais encore la rédaction des programmes dès que se profilait une élection. N'étant formés ni à la réflexion prospective ni à la discussion critique, les énarques en politique n'ont pas pu voir autrement qu'avec les lunettes forgées dans les séminaires de gestion publique et d'étude de cas les différentes questions politiques de fond qui se présentaient à la société qu'ils étaient censés réformer. Ainsi le mitterrandisme, érigé en seule doctrine viable pour le socialisme français de la fin du siècle, a-t-il, par une énième ruse de la raison, finalement renforcé le tropisme technocratique d'une intelligentsia française forgée dans le creuset malsain du rapport incestueux entre administration et politique sous la Ve République. Pire, il l'a inséminé à la gauche de gouvernement en la dotant du plus impressionnant dispositif d'anciens élèves de l'ENA que l'on puisse imaginer dans son carré dirigeant, et ce pour de longues années.

On peut également souligner, rapidement, un second effet (dé)structurant du mitterrandisme sur la relation entre intellectuels et politique. C'est l'effet « terroir » (électoral notamment), si cher à François Mitterrand qu'il a imprégné toute la génération des jeunes énarques promus dans les années 1980 aux différentes responsabilités partisans et ministérielles, ceux-là même qui sont aux commandes aujourd'hui. Cet effet a conduit à un véritable système, là encore tout à fait exceptionnel au regard des autres démocraties occidentales, celui d'une alliance tacite, voire explicite, nouée entre l'énarque de cabinet et l'élus de terrain, une alliance qui a pris la forme d'une tenaille douloureuse pour l'intellectuel en politique. La situation paroxystique de ce phénomène de plus en plus répandu tout au long des années 1980-1990 étant atteinte lorsque les deux emplois sont tenus par le même individu. Comme c'est le cas lorsqu'un jeune énarque utilise très tôt l'élection locale comme tremplin pour une carrière nationale.

Dès lors le double discours qui se met en place, à la fois technocratique (la « vérité » des chiffres...) et politique (la « réalité du terrain »...) ne laisse aucune place à quelque intervention extérieure que ce soit. Dans ces conditions, l'intellectuel en politique, celui qui défend l'idée d'un projet plutôt que les mesures d'un programme, se retrouve sans emploi dans le jeu, et très rapidement marginalisé, relayé dans les marges du parti – dans sa revue théorique par exemple.

Ainsi l'intellectuel en politique ne compte-t-il plus non tant parce qu'il aurait moins à dire sur la société par exemple mais parce qu'il n'a plus sa place dans le modèle partisan. Qu'il ne l'ait pas défendue est une chose, son désengagement progressif est évident, mais celui-ci n'a pu s'opérer que dans les conditions d'une transformation profonde du fonctionnement partisan, de la manière d'articuler idées et pratiques politiques au sein des partis. Un intellectuel ne rapporte pas de voix dans l'immédiat, de plus, la discussion critique et argumentée qu'il propose prend du temps. Or un parti politique est aujourd'hui dominé par l'impératif de l'efficacité immédiatement mesurable de ses propositions (sondages et communication télévisuelle obligent) et par la seule fonction qu'il remplit désormais pleinement : la sélection et la présentation des candidats aux élections. Il n'a donc ni le temps d'ouvrir un débat ni la patience d'endurer la lenteur nécessaire à l'élaboration conceptuelle d'une pensée juste et équilibrée.

### **La radicalité comme nouvelle figure intellectuelle en politique**

Pourtant, se passer des intellectuels en politique présente un certain nombre d'inconvénients dont on perçoit désormais l'ampleur : défaut d'analyse en profondeur de la société, fermeture aux expériences et aux débats étrangers, absence de perspective véritablement critique,

difficulté à se projeter dans l'avenir... Toutes choses bien connues mais dont le sens apparaît plus crûment depuis que la fonction intellectuelle en politique s'est réfugiée dans une nouvelle forme de radicalité politique, notamment à gauche.

Il s'agit là encore d'une évolution de long terme, entreprise dès le début des années 1980, au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, sur le mode classique de la déception et de la trahison des idéaux. Les tentatives d'instrumentalisation plus ou moins heureuses qui ont eu lieu pendant la période mitterrandienne – on peut penser notamment à l'aventure de l'antiracisme – et plus ponctuellement la tentative de rabibochage avortée du début des années 1990 à l'occasion du Congrès de l'Arche, ont profondément échaudé les différents cercles d'intellectuels français (de gauche) qui voulaient encore croire dans la politique, et notamment dans la capacité du Parti socialiste à leur offrir un moyen « d'être au monde » selon la formule de Hannah Arendt.

Depuis, le scepticisme demeure. Il s'est même renforcé à partir du milieu de la décennie, au moment où le Parti socialiste entouré par la gauche plurielle, et fortement aidé par le gouvernement Juppé en novembre-décembre 1995, a de nouveau fait figure de gouvernant possible. Face au « social-libéralisme » jamais assumé du gouvernement Jospin, la gauche radicale, autoproclamée « gauche critique », « vraie gauche » ou « gauche de gauche » (Pierre Bourdieu) a en effet su attirer toute une frange du milieu intellectuel dans ses rets chatoyants : la posture de dénonciation critique des inégalités et dominations multiples dans la société française. De la mobilisation pour les « sans » (papiers, logement, emploi...) à la critique de la mondialisation « libérale-capitaliste », une forme de recomposition intellectuelle s'est fait jour. Entre recyclage de vieilles gloires contestataires de 1968 et émergence de jeunes pousses converties au culte de Pierre Bourdieu, le spectre est large et fourni en publications et organisations.

Le télescopage de cette nouvelle radicalité – alimentée en jeunes pratiquants par les scores élevés de l'extrême gauche aux élections depuis 1995 – avec l'anesthésie technocratique des partis de gouvernement conduit à un paysage intellectuel singulièrement dévasté. Seule la posture compte désormais. À la « pensée unique » (libérale) dénoncée en 1995 s'est vu opposer une autre forme de doxa, celle de la radicalité pour elle-même – que ce soit dans sa version gauchiste ou souverainiste. Sans plus d'analyse sérieuse ni de débat argumenté, seule importe alors l'anathème jeté sur toute forme de réflexion non conforme. Les intellectuels qui acceptent encore le combat sont réduits à une caricature déterministe : on ne leur demande plus, comme dans les années 1960-70, « d'où ils parlent », on leur explique d'où ils parlent puisqu'ils ne le savent plus eux-mêmes. Dans ces conditions, une pensée à la fois libre et engagée, rigoureuse et construite, mais accessible aux citoyens, a bien du mal à émerger, à se faufiler dans des médias notamment qui n'ont pas peu contribué à la simplification abusive des catégories de la pensée politique.

--

\* **Laurent Bouvet** est professeur de sciences politiques à l'université de Nice et à Sciences Po Paris. Membre du comité d'orientation de la revue *Cadres CFDT* à laquelle il collabore régulièrement, il a également été rédacteur en chef de *La Revue socialiste*.